Sortir sans diplôme de STS : l'autre échec de l'enseignement supérieur

Leaving a "section de technicien supérieur" without a diploma : the other failure in higher education

*Abgang ohne STS-Diplom (section de technicien supérieur –
Hochschulausbildung zum Techniker (A.d.Ü.) : ein weiteres Versagen der
akademischen Ausbildung*

Salir sin diploma de STS : el otro fracaso de la enseñanza superior

Fanette Merlin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/formationemploi/7976>

DOI : [10.4000/formationemploi.7976](https://doi.org/10.4000/formationemploi.7976)

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 31 mars 2020

Pagination : 7-37

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Fanette Merlin, « Sortir sans diplôme de STS : l'autre échec de l'enseignement supérieur », *Formation emploi* [En ligne], 149 | Janvier-Mars 2020, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté le 08 janvier 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/7976> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.7976>

Sortir sans diplôme de STS : l'autre échec de l'enseignement supérieur

FANETTE MERLIN

*Chargée d'études au Département entrées et évolutions dans la vie active (Deeva) du Céreq,
Iredu (Institut de recherche sur l'éducation : sociologie et économie de l'éducation)*

Résumé

■ Sortir sans diplôme de STS : l'autre échec de l'enseignement supérieur

Cet article s'intéresse aux débuts de carrière des sortants sans diplôme de l'enseignement supérieur, en fonction de leur voie de formation. L'échec à l'université est identifié comme un problème public et fait l'objet de nombreux travaux de recherche et politiques publiques. Les sortants sans diplôme des sections de technicien supérieur (STS) sont moins étudiés alors qu'ils sont, en proportion, aussi nombreux. Ce déficit d'attention pouvait, jusqu'à présent, se justifier par la meilleure insertion professionnelle des non-diplômés de STS. À partir des enquêtes Génération 1998 et 2010, cette étude montre que cet avantage a désormais disparu.

Mots clés : enseignement supérieur, enseignement technique-professionnel, abandon des études, classe populaire, orientation scolaire-professionnelle, cheminement scolaire, insertion professionnelle, reprise d'études

Abstract

■ Leaving a "section de technicien supérieur" without a diploma: the other failure in higher education

This paper examines French higher education non-completers' early career. Recent research and public policy show an increasing interest in university completion rates, as both a lever and a result of the higher education system efficiency. Non-completers from advanced technician programs (STS for "section de technicien supérieur", a two-year post-secondary professional course) are less well-known, although they are as likely to leave higher education without a degree. Using Céreq's 2010 and 1998 "Génération" surveys, we show that they no longer have an advantage in the labour market, compared to university non-completers.

Keywords: higher education, technical & vocational education, drop out, social class, school guidance & vocational guidance, school paths, transition from school to work, returning to learning

Journal of Economic Literature: I 21, I 23, J 24

Traduction : auteure.

Introduction

La politique visant à conduire 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat a eu des conséquences ambivalentes sur l'accès des classes populaires à l'enseignement supérieur. Le mot d'ordre a certes été formellement suivi d'effets considérables¹. Il a néanmoins davantage consisté en une « *translation des inégalités* » (Duru-Bellat & Kieffer, 2000) vers les niveaux de formation supérieurs, qu'en une véritable réduction des inégalités ou démocratisation de l'enseignement. On peut aussi parler d'« *élimination différée* » des enfants de milieu populaire (Ceuvarard, 1979).

Le concept de démocratisation ségrégative (Merle, 2000) complète cette analyse. Il souligne que la multiplication des filières ayant accompagné le développement quantitatif du niveau d'éducation a fait apparaître une nouvelle différenciation sociale, non plus uniquement verticale – le niveau d'éducation –, mais désormais aussi horizontale – les différentes filières. Finalement, elle a même pu conduire à réduire plutôt qu'à augmenter les chances des jeunes de milieu populaire d'accéder aux titres les plus prestigieux de chaque niveau d'éducation (Duru-Bellat & Kieffer, 2008).

Si le point de passage entre le bac et le supérieur apparaît crucial dans le processus d'ouverture sociale de l'enseignement supérieur, il convient de s'intéresser à cette transition dans sa globalité, c'est-à-dire à l'affectation des bacheliers dans les différentes filières autant qu'à la réussite de ces derniers dans leur filière d'inscription.

À ce niveau d'enseignement, Beaud (2008) fait état d'un « *renversement* » de la hiérarchie des filières depuis les années 1980, qu'il nomme « *la revanche des filières courtes* » de l'enseignement supérieur court et qui place selon lui l'université comme « *un reste* » obtenu à défaut des filières sélectives. Dans ce processus, les aspirations des élèves de milieu populaire jouent un rôle important car ils constituent l'essentiel des jeunes entrés par défaut à l'université.

Selon Beaud, pour les bacheliers d'origine populaire, le désintérêt pour l'université s'explique à la fois objectivement – les acquis scolaires soit un « *petit bac* » les arment mal pour l'université – et subjectivement – ils ont conscience de leurs lacunes et de leur difficulté à travailler en autonomie. Les sections de technicien supérieur (STS) constituent pour les jeunes de milieu populaire un moyen d'accéder à l'enseignement supérieur, devenant même leur filière « *réservée* », tout en leur offrant de faibles perspectives de réussite.

Depuis l'automne 2018, les STS sont au cœur d'une concertation visant à préparer la réforme du premier cycle supérieur court et professionnalisant, aux côtés notam-

1. Le taux d'accès d'une classe d'âge au bac est passé de 26 % en 1980 à 63 % en 2000, pour atteindre 79 % en 2017 (Depp, 2018).

ment des instituts universitaires de technologies (IUT). Le renforcement des « classes passerelles » est envisagé à travers la généralisation d'une année de formation post-bac, probablement non diplômante, destinée à renforcer les compétences scolaires des bacheliers professionnels avant leur poursuite d'étude en STS.

Toutefois, si la mutation des IUT vers des formations en trois ans est engagée, la forme originelle des STS ne semble toujours pas remise en cause, cinquante-six ans après leur création. Les STS ont pourtant fait face à des évolutions majeures ces dernières décennies, telles que l'arrivée massive des bacheliers professionnels², le développement des poursuites d'études après l'obtention du brevet de technicien supérieur (BTS)³ et l'accroissement considérable du nombre d'apprentis⁴. Parallèlement, le phénomène de reprise d'études après la première sortie du système éducatif a explosé (Mora, 2015). De même, la conjoncture s'est fortement dégradée dans les années suivant 2008, pour les sortants de STS comme pour les autres (Barret & *al.*, 2014).

Au cours de la dernière décennie, au moins un paramètre est resté stable : le taux élevé de sorties non diplômées de STS. Les suivis successifs de panels de bacheliers montrent que la non-obtention du BTS demeure un phénomène massif, dont l'ampleur est comparable à celle des sorties non diplômées de l'université. La part des étudiants sortant non diplômés de l'enseignement supérieur, alors qu'ils s'étaient inscrits en STS après le bac, est aussi importante que celle des étudiants qui s'étaient inscrits à l'université. En effet, six ans après avoir obtenu leur bac, 27 % des bacheliers 2008 qui s'étaient inscrits en licence après le bac ont quitté l'enseignement supérieur sans aucun diplôme ; c'est autant que pour ceux qui s'étaient inscrits en STS (Depp, 2018). En 2010 déjà, le Céreq appelait à faire du « décrochage » en STS une priorité des politiques publiques (Grelet & *al.*, 2010).

Les bacheliers technologiques et professionnels sont les premiers concernés par ces sorties sans diplôme : sept ans après leur première inscription en licence, plus de la moitié des premiers a quitté le supérieur sans diplôme ; c'est aussi le cas de presque la moitié des seconds ayant choisi les STS (**Tableau 1**).

2. Leur poids parmi les nouveaux entrants a plus que doublé en dix ans, passant de 16 % en 2006 à 34 % en 2016 (Depp, 2018).

3. Parmi les jeunes ayant obtenu leur bac en 2008 et s'étant inscrits en STS immédiatement après, 31 % ont finalement obtenu un diplôme de niveau supérieur ou égal à bac + 3, sept ans après (Sies-Dgesip | 20.01, 2018).

4. Le nombre de jeunes inscrits en STS en apprentissage a augmenté de 78 % en dix ans, pour atteindre 62 000 en 2016-2017 (Sies-Dgesip | 19.01, 2018).

Tableau 1. Sortie non diplômée de l'enseignement supérieur, sept ans après la première inscription, selon le type de bac obtenu, en %

Entrés en 2008 en...	Licence	STS
Bacheliers généraux	20	9
Bacheliers technologiques	55	23
Bacheliers professionnels	n.s.	49
Ensemble	27	27

Lecture : Parmi les jeunes ayant obtenu un bac général en 2008 et s'étant inscrits en licence immédiatement après, 20 % ont finalement quitté l'enseignement supérieur sans aucun diplôme, sept ans après.

Sigle : STS : section de technicien supérieur.

Source : Panel des bacheliers 2008 suivi dans l'enseignement supérieur, Sies, RERS 2018.

L'importance des sorties sans diplôme de l'enseignement supérieur, après une première inscription en STS, est donc principalement portée par l'échec des bacheliers professionnels, dont l'accès aux STS est pourtant encouragé depuis 2013 et la loi pour l'enseignement supérieur et la recherche. Le rapport Lermينياux soulignait, en 2015, que « *l'élargissement de l'accès des bacheliers professionnels en STS [...] n'a de sens que s'il s'accompagne d'une amélioration de leurs taux de réussite et d'accès au diplôme* ». Pourtant, l'action publique s'est surtout attachée depuis à poursuivre cette politique d'orientation et les expérimentations visant à accompagner les bacheliers professionnels au sein de leur cursus en STS demeurent aujourd'hui localisées. L'année 2018-2019 a vu le développement des classes passerelles entre le bac professionnel et les STS, mais elles constituent davantage une salle d'attente entre le secondaire et le supérieur, qu'un dispositif d'accompagnement pédagogique à la réussite en cours de cursus⁵.

Les STS forment un monde à part dans l'enseignement supérieur. Elles sont peuplées de bacheliers technologiques et professionnels⁶, de jeunes issus des classes populaires⁷, présentes au sein des espaces ruraux grâce au maillage territorial fin des lycées qui proposent ces formations⁸. Elles accueillent des élèves « moyens » souvent premiers de leur

5. « *La classe passerelle ne constitue pas une année de préparation du BTS, mais une année de préparation à l'entrée en STS.* » (https://www.education.gouv.fr/pid285/bulletin_officiel.html?cid_bo=132734, consulté le 6 janvier 2020).

6. Les bacheliers professionnels et technologiques occupent 80 % des places de sections de technicien supérieur (STS) en première année, contre un peu moins de 35 % des places en instituts universitaires de technologie (IUT) – dont l'essentiel est occupé par les bacheliers technologiques – et un peu moins de 25 % des inscriptions en première année de licence (Base centrale de pilotage, consultation 2018).

7. L'origine sociale des étudiants apparaît relativement favorisée à l'université – bien que variant largement selon la discipline choisie –, légèrement moins en IUT et nettement plus populaire en STS (*op. cit.*, 2018). Parmi les nouveaux entrants en première année de STS, 40 % ont des parents ouvriers ou employés et 25 % se situent dans la catégorie « *retraité, inactif ou indéterminé* » (Sies-Dgesip | 11.03, 2018).

8. Un indice d'offre potentielle de formation (cf. Données et méthode) montre qu'à la rentrée scolaire 2009,

ascendance à faire l'expérience des études supérieures (Orange, 2010). À ce titre, elles constituent un canal privilégié de la massification de l'enseignement. La réussite en STS, en particulier celle des jeunes pour qui le BTS représente un vecteur potentiel de promotion sociale, constitue donc un enjeu politique de premier ordre.

La réussite en STS est un défi pour l'action publique à d'autres titres. D'abord, parce que le nombre de jeunes concernés est considérable : un bachelier sur cinq choisit de s'inscrire en STS. Rapporté aux seuls jeunes poursuivant des études supérieures, le ratio est de 1 sur 4 (Chan-Pang-Fong & Ponceau, 2017). Ensuite, parce que si les étudiants de STS envisagent leur formation comme « *le point culminant de leur trajectoire scolaire* » (Orange, 2018), on peut émettre l'hypothèse qu'abandonner les études revêt pour eux un caractère plus définitif que pour les autres étudiants. Enfin, parce que les années de formation en STS coûtent cher à la collectivité : chaque année depuis 1990, elles coûtent entre 1,2 et 1,7 fois plus cher qu'une année d'études à l'université – les classes préparatoires aux grandes écoles occupant pour leur part le haut du tableau de la dépense moyenne par étudiant (Sies-Dgesip, *op. cit.*).

L'abandon en STS est pourtant resté peu étudié jusqu'à présent, à l'image du « *petit supérieur* » et de sa jeunesse « *qui ne se distingue ni par son excellence ni par ses troubles* » (Orange, 2013). Situées « *à côté* » de l'enseignement supérieur (Orange, 2018), les STS forment un espace intermédiaire entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur : jusqu'en mars 2019, il n'était pas obligatoire de détenir le baccalauréat pour s'y inscrire⁹ ; au sein des dispositifs d'enquêtes d'insertion ministériels, les jeunes de STS sont étudiés aux côtés des lycéens de l'enseignement secondaire¹⁰ et non pas des autres diplômés de l'enseignement supérieur ; enfin, les élèves aspirant aux STS, eux-mêmes, semblent imprécisément situer leur formation : les élèves de terminale professionnelle, notamment, ont souvent tendance à associer leur candidature en STS à une candidature dans une formation de niveau IV ou V (Lemêtre & *al.*, 2015).

La sous-exposition de l'échec en STS peut également s'expliquer par le rapprochement trop souvent effectué entre IUT et STS. Leurs caractéristiques communes – formation supérieure en deux ans, professionnalisante et sélective – masquent en réalité des différences profondes : quand les STS font office de projet terminal d'études et concernent davantage les élèves d'origine populaire et détenteurs de bacs technologiques ou professionnels, les IUT constituent un tremplin vers des études longues et attirent des profils scolaires et sociaux intermédiaires (Orange, 2018).

l'intégralité des départements français enregistraient des inscriptions en 1^{re} année de STS, quand 15 départements français n'enregistraient aucune inscription en 1^{re} année d'université (IUT compris).

9. Décret n° 2019-215 du 21 mars 2019 relatif aux modalités d'admission en section de techniciens supérieurs et modifiant le Code de l'éducation.

10. Enquêtes IVA (insertion dans la vie active) de la Depp (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) rendant compte de l'insertion des sortants des formations professionnelles en lycée.

À l'inverse, la sortie non diplômée de l'université est identifiée comme un problème public et médiatique de premier ordre, depuis la fin des années 1990. Le démarrage du processus de Bologne, en 1999, a établi la performance des universités comme élément central de la structuration de l'espace européen de l'enseignement supérieur. En France, l'échec au premier cycle d'études universitaires alimente régulièrement la production de politiques publiques visant à améliorer la qualité des universités françaises à travers la réussite de leurs étudiants (plan pour la réussite en licence en 2007 ; plan Étudiants « pour accompagner chacun vers la réussite » en 2017), ou à travers leur insertion sur le marché du travail (loi relative aux libertés et responsabilités des universités en 2007 ; loi relative à l'enseignement supérieur et à la recherche en 2013).

Pourtant, cette notion d'échec est contestée par différents travaux. Ceux-ci ont montré que les pratiques telles que la réorientation, le redoublement ou la sortie temporaire au cours du cursus universitaire relèvent parfois davantage d'un « *processus de réajustement progressif* » – pouvant être à la fois « *réversible et parfois constructif* » – (David & Melnik, 2014), ou d'un « *parcours non traditionnel d'études* » (Charles, 2015), que d'un véritable échec. Ainsi, l'arrêt des études peut recouvrir des réalités multiples et ne s'inscrit pas nécessairement dans un « *paradigme de l'échec* » (Bodin & Millet, 2011). Sarfati (2013) conteste même l'utilisation du terme « décrocheur » dans un certain nombre de cas où les inscrits en licence n'ont tout bonnement jamais « accroché ».

On ferait ainsi face à une sous-exposition de l'échec en STS en même temps qu'à une surexposition de l'échec à l'université. Mais quelles sont les conséquences de ces sorties sans diplôme ? Peuvent-elles justifier cet intérêt différencié ? Les débuts de carrière des jeunes ayant quitté les STS avant le diplôme sont-ils plus favorables que ceux des non-diplômés de l'université ? Il est vrai que les jeunes détenant un BTS (brevet de technicien supérieur) accèdent assez rapidement à l'emploi stable : l'enquête Génération 2010 du Céreq a montré que les jeunes sortis diplômés (au mieux) d'un BTS en 2010 ont connu, en trois ans, des trajectoires de début de carrière plus souvent marquées par l'accès rapide à l'emploi que les jeunes sortis diplômés d'une licence générale. Néanmoins, ils ont suivi aussi souvent qu'eux des trajectoires dominées par le chômage ou l'inactivité. La différence se joue dans les trajectoires de reprise d'études, que les diplômés de licence ont suivies trois fois plus souvent que les sortants de BTS (Calmand & *al.*, 2015). Ces analyses invitent à nuancer l'idée, souvent martelée, selon laquelle les diplômés de BTS « n'ont aucun problème d'insertion professionnelle ». S'il est bien vrai que ces jeunes ont accédé à l'emploi plus facilement que les jeunes diplômés de licence, ils ont été tout autant concernés par les situations défavorables.

Ces constats invitent à s'intéresser plus en détail aux débuts de carrière des sortants non diplômés de STS, population relativement sous-étudiée à la fois du point de vue de son échec au diplôme et de ses possibles difficultés d'insertion professionnelle.

La première hypothèse s'inscrit donc en prolongement de ces résultats et se formule ainsi : les sortants non diplômés de STS pourraient faire l'expérience de situations dif-

faciles en début de carrière, autant que les sortants non diplômés de l'université. Ils ne seraient pas plus protégés du chômage que les autres sortants sans diplôme.

La seconde hypothèse s'appuie sur les résultats du panel des bacheliers : les taux de sortie sans diplôme du supérieur, observés six ans après l'obtention du bac, transmettent deux informations : d'une part, l'échec à l'obtention du diplôme initialement visé (BTS ou licence), mais aussi, le parcours suivi par le jeune *à la suite* de cet échec. Le fait que ces taux soient égaux pour les jeunes initialement inscrits en STS et à l'université suggère ainsi que l'abandon des études supérieures est plus définitif après une première inscription en STS, qu'après une première inscription à l'université. Autrement dit, l'échec à l'université serait plus facilement réversible, ou rattrapable, que celui des jeunes en STS.

L'article comporte deux parties. La première dessine le portrait des sortants non diplômés de STS et de l'université, en 2010, à l'aide de caractéristiques telles que leur origine sociale et scolaire, mais aussi le rapport qu'ils entretiennent avec les études et leur abandon. La seconde explore leurs trajectoires de début de carrière à travers deux dimensions principales : la propension à reprendre le chemin des études (H2) et le risque de faire l'expérience du chômage (H1).

• Une comparaison par filière et dans le temps

Avec son dispositif d'enquêtes Génération, le Céreq interroge régulièrement, depuis une vingtaine d'années, des cohortes de jeunes ayant quitté le système éducatif une année donnée, quel que soit leur niveau de formation. Ces enquêtes rétrospectives renseignent, pour chaque mois, les situations qu'ont connues ces jeunes vis-à-vis de l'emploi, du chômage, du retour aux études ou de la formation, pendant les années qui ont suivi leur sortie. Elles offrent aussi un certain nombre d'informations relatives aux origines sociales et scolaires de ces « primo-sortants » du système éducatif, ainsi qu'à certaines problématiques spécifiques à la jeunesse.

Ici, les bases comparables des Générations 1998 et 2010 ont été mobilisées. Les enquêtes conduites trois ans après la sortie du système éducatif ont permis d'étudier le profil des jeunes sortant sans diplôme de l'enseignement supérieur court (première partie). Les interrogations à cinq ans ont été préférées pour l'étude des parcours d'insertion (dont les reprises d'études), afin de privilégier la durée de l'observation (deuxième partie). Les effectifs disponibles ont été suffisants pour étudier séparément les parcours des jeunes ayant quitté une STS sans aucun diplôme de l'enseignement supérieur, et ceux des jeunes ayant quitté une formation universitaire (deug – diplôme d'études universitaires générales – ou licence) avec en poche, au maximum, un baccalauréat (**Tableau 2**).

Tableau 2. Effectifs de sortants non diplômés du supérieur dans les enquêtes Génération 1998 et 2010

	Non-diplômés de STS		Non-diplômés de l'université	
	G1998	G2010	G1998	G2010
Interrogation à 3 ans	n= 1 990 N= 31 244	n= 790 N= 22 024	n= 3 105 N= 50 692	n= 1 544 N= 49 348
Interrogation à 5 ans	n= 875 N= 31 736	n= 360 N= 21 866	n= 1 145 N= 50 038	n= 691 N= 48 489

n = taille de l'échantillon. N = effectif pondéré.

Sigle : STS : sections de technicien supérieur.

Source : enquêtes Génération 1998 et 2010, interrogation à trois et cinq ans, bases comparables.

Des estimations économétriques ont été conduites afin d'estimer la probabilité de reprendre des études après le premier abandon (M1 sur Génération 2010), puis le risque de connaître le chômage en cinq ans (M2 sur Génération 2010, M3 sur Génération 1998). Chacun de ces trois modèles de type *logit* binaire intègre un certain nombre de variables explicatives incontournables, telles que le genre et l'origine sociale des individus, leur âge et le type de bac qu'ils détiennent. Des informations géographiques telles que la région du dernier établissement de formation ou le fait de résider en zone rurale ont également été intégrées. La raison pour laquelle les jeunes ont arrêté leurs études est utilisée pour contrôler l'estimation : dans la mesure où la population d'intérêt est elle-même définie par le fait d'avoir quitté une formation avant d'en obtenir le diplôme, il paraît nécessaire d'intégrer l'information relative au contexte de cet arrêt des études. D'autres informations relatives au parcours scolaire ont été intégrées (spécialité, apprentissage, secteur d'établissement...) ; leur liste complète figure en **Annexe 1** de la version électronique de l'article.

Les estimations économétriques présentées dans cet article ne tiennent pas compte d'un éventuel biais de sélection lié au fait que les deux groupes comparés, non-diplômés de STS et non-diplômés de l'université, ont des caractéristiques différentes, pouvant aussi affecter la probabilité de reprendre les études ou de faire l'expérience de chômage. L'existence d'un biais de cette nature n'est pas à exclure, mais compte tenu des informations contrôlées dans le modèle, elles-mêmes susceptibles d'influencer le risque de connaître le chômage ou la reprise d'études (Gury & Moullet, 2007), on peut avoir une certaine confiance dans la lecture du coefficient obtenu.

Les deux premiers modèles portent sur la Génération 2010 uniquement et cette enquête a permis d'aller plus loin dans l'identification de variables indépendantes. Notamment, d'autres variables territoriales ont été introduites, telles que la tranche d'aire urbaine où résidait l'individu en sixième (moins de vingt mille habitants, vingt à cent mille habitants, plus de cent mille habitants, Paris), ainsi que celle où il résidait

au moment du baccalauréat (mêmes modalités) ; mais encore le fait d'avoir connu une mobilité régionale entre la sixième et le bac, puis entre le bac et la date de l'enquête.

A également été construite une variable renseignant, par département, le nombre de jeunes inscrits en première année de STS et de licence universitaire¹¹, par rapport aux effectifs théoriques de poursuivants dans ces deux voies de formation. Nous avons retenu l'année 2009, qui correspond à une situation courante pour les jeunes étudiés : bacheliers en 2009, ils se sont inscrits dans l'enseignement supérieur à la rentrée 2009 et ont abandonné leurs études en 2010. Les effectifs théoriques ont été calculés en rapportant le nombre de bacheliers dans chaque département au taux de poursuite des bacheliers en STS et à l'université, selon le type de bac¹².

Considérant le nombre d'inscrits en première année comme une variable proxy du nombre de places disponibles, les deux variables fournissent une indication de l'offre locale de formation en STS et à l'université : égales à 1, elles indiquent une correspondance parfaite entre les effectifs théoriques de poursuivants et les places disponibles ; plus leur valeur est faible, moins le département est en capacité de former ses bacheliers ; plus elle est élevée, plus le département accueille en STS ou en L1 des bacheliers venus d'autres départements.

Ces indicateurs de potentiel d'offre (construits sur la base de Dupray & Vignale, 2018) montrent que le potentiel d'offre de STS couvre l'ensemble du territoire français, mais reste partout en tension, quand l'offre en places universitaires est plus hétérogène selon les départements (15 se trouvent à zéro et l'écart entre minimum et maximum est nettement plus important).

Les trois estimations ont été exécutées en suivant la méthode des retraits séquentiels. Après avoir initialement intégré un grand nombre de variables, les modèles ont été affinés par la procédure *stepAIC* fondée sur la minimisation pas à pas du critère d'information d'Akaike (AIC). Les variables explicatives participant le moins à la robustesse du modèle sont retirées une par une. La liste complète des variables conservées *in fine* dans les modèles figure en **Annexe 2** de la version électronique de l'article. Enfin, l'ensemble des résultats détaillés des modèles figurent en **Annexes 3, 4 et 5** de la version électronique de l'article.

Ces éléments de méthode sont mobilisés tout au long de l'article, dans une perspective de comparaison entre deux groupes : les sortants non diplômés de STS, d'une part, et les sortants non diplômés de l'université, d'autre part. Dans la deuxième partie

11. Les données sont issues de la base centrale de pilotage, univers Sise Hist et univers Divisions, pour l'année 2009.

12. Les effectifs d'admis au baccalauréat sont issus de la base centrale de pilotage, univers bac, pour l'année 2009. Les taux de poursuite dans chaque filière par type de bac sont issus de *L'état de l'enseignement supérieur et de la recherche* n° 11, fiche 10, et concernent l'année 2010.

de l'article, cette comparaison est enrichie d'une analyse en évolution entre 1998 et 2010. Les groupes comparés sont alors au nombre de quatre, définis selon la filière (STS *vs* université) et l'année de sortie (1998 *vs* 2010) du système éducatif.

11 Quitter la STS sans le diplôme : un événement tardif, mais choisi

Différentes typologies de sortants non diplômés du supérieur, souvent qualifiés de « décrocheurs », ont permis de mieux connaître la population des sortants non diplômés de l'université (Beaupère & Boudesseul, 2009 ; Sarfati, *op. cit.*) ou de l'enseignement supérieur (Ménard, 2018a). Le profil des sortants non diplômés de STS est ici comparé à celui des sortants non diplômés de l'université. Nous nous intéressons, dans un premier temps, aux flux de sortants des différents segments de l'enseignement supérieur, puis au profil socio-scolaire de ces jeunes, et enfin aux raisons pour lesquelles ils ont quitté le système éducatif.

1.1 La licence et les STS, principales pourvoyeuses de sortants non diplômés

Environ 700 000 jeunes quittent chaque année le système éducatif. Parmi eux, 345 000 sont sortis de l'enseignement supérieur en 2010, dont un peu plus des trois quarts avec un diplôme. Les 23 % de sortants non diplômés du supérieur représentent près de 80 000 jeunes, dont plus de 90 % sont issus de licence ou de STS (**Figure 1**). La sortie sans diplôme reste un phénomène marginal dans les autres formations de l'enseignement supérieur.

En sortie d'IUT, la part de sortants non diplômés parmi les sortants est importante (35 %), mais traduit la très forte progression de la poursuite d'études après l'obtention du diplôme universitaire de technologie (DUT), qui concerne désormais 90 % des diplômés (Ménard, 2018b). Ces poursuivants n'apparaissent pas dans la **Figure 1**. La part de sortants non diplômés ne reflète donc pas nécessairement des trajectoires d'échec.

Les effectifs de sortants non diplômés sont incomparables selon les formations de sortie, puisqu'environ 20 000 jeunes sortent de STS sans diplôme et 50 000 de licence, quand moins de 5 000 jeunes sortent d'IUT sans diplôme. Les sorties non diplômées de l'enseignement supérieur ont un caractère massif à la sortie du premier cycle universitaire et des sections de technicien supérieur, en contraste avec les autres formations.

Figure 1. Sortants diplômés et non diplômés de l'enseignement supérieur court en 2010

Champ : sortants de l'enseignement supérieur court (i.e. jusqu'au niveau bac + 3) en 2010 (222 400 jeunes).

Lecture : en 2010, 93 000 jeunes sont sortis de premier cycle universitaire (diplôme d'études universitaires générales – deug – ou licence), dont 49 000, c'est-à-dire 53 %, sans diplôme.

Source : enquête Génération 2010 à 3 ans (base comparable avec Génération 1998).

1.2 Le profil social et scolaire modeste des sortants non diplômés de STS

À l'image des diplômés, les sortants sans diplôme de STS ont des origines socio-scolaires nettement moins favorisées que les sortants de l'université (**Tableau 3**). Le contraste le plus net concerne le type de baccalauréat qu'ils ont obtenu.

Tableau 3. Profil des sortants sans diplôme de l'enseignement supérieur court, en 2010

<i>Pourcentages en colonne</i>		Sortants non diplômés de STS	Sortants non diplômés de deug/licence
Bac obtenu	Général	20 %	70 %
	Technologique	40 %	22 %
	Professionnel	40 %	8 %
Spécialité de la formation de sortie	Tertiaire / LSH	67 %	89 %
	Industrielle / ST	33 %	11 %
Secteur de l'établissement de formation	Public	67 %	99 %
	Privé	33 %	1 %
Part de femmes		45 %	53 %
Part de jeunes ayant au moins un parent ouvrier ou employé		83 %	72 %
Part de jeunes ayant abandonné en année terminale		62 %	22 %

Champ : sortants non diplômés de STS et de l'université en 2010 (70 355 jeunes).

Lecture : en 2010, 20 % des sortants non diplômés de STS avaient un bac général, quand c'était le cas de 70 % des sortants sans diplôme de l'université.

* LSH : lettres, sciences humaines et sociales / ST : sciences et techniques / STS : Sections de technicien supérieur.

Source : enquête Génération 2010 à 3 ans.

Sur dix sortants non diplômés de l'université, sept ont un bac général. Deux ont un bac technologique et seuls 8 % détiennent un bac professionnel. Plus du quart d'entre eux n'a aucun parent ouvrier ni employé. Les sortants sans diplôme de STS ont, pour leur part, un profil social et scolaire plus modeste. Ils montrent le visage de cet « *autre enseignement supérieur* » (Orange, 2013), voie réservée des bacheliers professionnels et technologiques (80 % en 2010) et de jeunes issus de milieu populaire (en 2010, près de 40 % d'entre eux ont deux parents ouvriers ou employés, plus de 80 % en ont au moins un). Les spécialités littéraires ou tertiaires concernent la plupart des sortants non diplômés, quelle que soit leur filière de sortie. Cette majorité est encore plus franche en sortie de licence, où neuf non diplômés sur dix sont issus des spécialités LSH (lettres et sciences humaines). Au sein de la Génération 2010, quatre jeunes non diplômés de l'université sur cinq ont abandonné leur cursus en L1 ou L2. Les non-diplômés de STS ont, pour leur part, majoritairement quitté leur formation en année terminale. La sortie sans diplôme apparaît ainsi plus précoce à l'université qu'en STS. Ceci converge avec l'idée que l'université puisse être un « *espace tampon* », régulant et redistribuant rapidement les flux de nouveaux bacheliers (Bodin & Millet, 2011).

1.3 Des arrêts aux intentions contrastées

L'enquête Génération interroge des « sortants » du système éducatif une année donnée et l'une des premières questions qui leur est posée concerne les raisons de cette sortie. À la question « *Quelles sont les raisons pour lesquelles vous avez arrêté vos études en 2010 ?* », ils peuvent apporter plusieurs réponses.

Les raisons avancées varient selon la filière dans laquelle a eu lieu l'abandon (**Figure 2**). Seuls deux motifs rassemblent assez uniformément les sortants de STS et de l'université : les raisons financières et le fait d'avoir trouvé un emploi, qui concernent respectivement un quart des sortants de chaque filière environ.

Figure 2. Motifs de l'arrêt des études, en 2010, des non-diplômés de STS et de l'université

Champ : sortants non diplômés de STS (Sections de technicien supérieur) et de l'université, en 2010 (70 355 jeunes).

Lecture : Parmi les jeunes sortis non diplômés de STS en 2010, 56 % déclarent, lors de l'interrogation en 2013, qu'ils ont arrêté leurs études trois ans plus tôt car ils étaient lassés de faire des études. Ils pouvaient donner plusieurs réponses.

Source : enquête Génération 2010 à 3 ans.

Les raisons invoquées par les sortants de STS expriment, dans l'ensemble, un souhait franc de rompre avec le monde de l'éducation : le vœu d'entrer dans la vie active en tout premier lieu (qui concerne sept sortants de STS sur dix), la lassitude des études ensuite (57 %), sont les deux premières raisons de leur arrêt.

C'est également le cas des non-diplômés de l'université, mais dans une proportion nettement moins importante (52 % ont arrêté pour entrer dans la vie active et 44 % par lassitude). Par ailleurs, les sortants de licence affirment deux fois plus souvent que les sortants de STS avoir arrêté leurs études parce qu'ils ont été refusés dans une formation supérieure, autrement dit avoir arrêté leurs études par contrainte alors qu'ils souhaitaient les poursuivre.

Enfin, la modalité la plus discriminante est le sentiment d'avoir atteint le niveau de formation souhaité. Cette opinion est partagée par un tiers des sortants de STS (33 %), soit plus de cinq fois plus que les sortants de l'université (6 %). Ce motif d'arrêt révèle une rupture entre les sortants de STS et les études. À l'inverse, il augure un éventuel projet de « raccrochage » chez les sortants de licence.

En somme, les non-diplômés de STS affirment avoir opéré un vrai *choix*, celui de quitter l'école. À l'inverse, les 94 % de non-diplômés de l'université qui estiment n'avoir pas atteint le niveau d'études souhaité déclarent avoir arrêté *malgré* un souhait de formation plus avancée.

21 Cinq ans de vie active, une comparaison 1998-2010

L'analyse des cinq années ayant suivi la sortie non diplômée de l'enseignement supérieur montre, dans un premier temps, que l'abandon est plus définitif pour les sortants de STS que pour ceux de l'université. Dans un second temps, il apparaît que la dégradation de la conjoncture entre 1998 et 2010 a été plus sévère pour les sortants de STS que pour les sortants de licence, au point que les premiers ont finalement été davantage exposés au chômage.

2.1 Des sorties plus réversibles après l'université qu'après les STS

Comme le suggéraient les raisons d'arrêt des études, nombre de sortants sans diplôme de l'université ont maintenu un lien avec le système éducatif après leur première sortie. En cinq ans, ils ont plus souvent repris les études que les non-diplômés de STS. Ceci est vrai pour les jeunes de la Génération 1998, comme pour ceux de la Génération 2010 (**Figure 3**). Dans l'ensemble, la période est marquée par une explosion du phénomène.

Figure 3. Part de jeunes ayant repris des études pendant au moins six mois

Champ : sortants non diplômés de STS et de l'université en 1998 (81 774 jeunes) et 2010 (70 355 jeunes).

Lecture : 2 % des jeunes sortis non diplômés de STS en 1998 ont repris des études pendant au moins six mois, au cours des cinq années suivant leur sortie du système éducatif.

Sigle : Deug : diplôme d'études universitaires générales.

Source : enquêtes Génération 1998 et 2010, bases comparables à 5 ans.

Cette augmentation a particulièrement concerné les non-diplômés de STS qui, après 2010, ont repris (pendant au moins six mois) des études cinq fois plus souvent que ne l'avaient fait leurs prédécesseurs de la Génération 1998. Les non-diplômés de l'université ont repris, quant à eux, deux fois plus souvent des études après 2010 qu'après 1998. Néanmoins, les sortants de STS restent ceux qui reviennent le moins aux études. Au sein de la Génération 2010, un sur dix a accompli cette démarche durant les cinq années suivant sa sortie, contre un sortant de l'université sur quatre.

Ces reprises d'études se concrétisent parfois par l'obtention d'un nouveau diplôme du supérieur et là encore, les sortants de l'université se positionnent bien mieux, puisqu'en cinq ans, presque un quart d'entre eux a obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur. C'est deux fois plus que les sortants de STS (12 %). Les jeunes ayant obtenu un diplôme en deuxième tentative ne sont pas uniquement ceux qui ont repris des études, puisqu'un peu plus d'un tiers des nouveaux diplômés a obtenu son diplôme par le biais d'un contrat de professionnalisation (considéré comme une situation d'emploi dans l'enquête Génération) ou par la validation des acquis de l'expérience (VAE), qui n'implique pas forcément de reprendre des études.

Parmi les jeunes quittant le système éducatif avec au maximum un baccalauréat, on sait que les femmes reprennent plus souvent des études que les hommes (Mora, *op. cit.*). Au sein des Générations 1998 et 2010, cette plus grande propension des jeunes femmes à la reprise d'études s'observe effectivement après l'université. Mais en sortie de STS, le retour aux études concerne aussi peu les femmes que les hommes.

La régression logistique estimant la probabilité de revenir aux études (pendant au moins six mois) durant les cinq années suivant la sortie sans diplôme, confirme que la sortie non diplômée de STS a un caractère plus définitif que celle de licence universitaire. En effet, toutes choses introduites au modèle égales par ailleurs, les non-diplômés de STS ont moitié moins de chances d'effectuer une reprise d'études après un premier abandon, par rapport à leurs homologues sortant de licence (**Tableau 4**).

**Tableau 4. Probabilité de reprendre des études
pendant au moins six mois en cinq ans (Génération 2010)**

Variable explicative	Modalité active	odd-ratio
Âge en 2010	<i>Moins de 22 ans</i>	<i>ref.</i>
	22 ans	0,494
	23 ans et plus	0,569
Genre & origine sociale (croisement)	<i>Autre</i>	<i>ref.</i>
	Femme ayant 2 parents ouvrier/ employé	1,556
Type de bac obtenu	<i>Général ou technologique</i>	<i>ref.</i>
	Professionnel	0,275
Nombre de parents diplômés de l'enseignement supérieur	<i>1 ou 2</i>	<i>ref.</i>
	Aucun	0,71
Spécialité de la formation de sortie	<i>Lettres, SHS, tertiaire</i>	<i>ref.</i>
	Maths, sciences, techniques, industriel	1,772
Raison d'arrêt des études en 2010	<i>Autre raison</i>	<i>ref.</i>
	Lassitude	0,554
	A atteint le niveau souhaité	0,155
	A été refusé dans une formation supérieure	1,641
	La formation souhaitée n'existait pas à proximité	n.s.
Réside en zone urbaine sensible (zus) à la fin des études	<i>Non</i>	<i>ref.</i>
	Oui	n.s.
A bénéficié de cours particuliers pendant sa scolarité	<i>Non</i>	<i>ref.</i>
	Oui	1,668
A bénéficié d'une bourse sur critères sociaux pendant sa scolarité	<i>Non</i>	<i>ref.</i>
	Oui	n.s.
Orientation contrainte après le baccalauréat	<i>Non</i>	<i>ref.</i>
	Oui	0,561
Filière de la sortie sans diplôme	<i>Université (hors IUT)</i>	<i>ref.</i>
	STS	0,471

Note : Résultats significatifs aux seuils de 5 %, ou 10 % indiqués en italique.

Observations : 1 051.

Log Likelihood : - 446,14 .

Akaike Inf. Crit. : 924,29.

Lecture : Les jeunes sortis de spécialités scientifiques et techniques ont 1,772 fois plus de chances de reprendre des études plutôt que non, par rapport aux sortants des spécialités littéraires et tertiaires.

Les jeunes sortis non diplômés de STS en 2010 ont eu 53 % de chances en moins (ou 0,47 fois plus de chances) de reprendre des études plutôt que non, par rapport aux jeunes sortis non diplômés de l'université la même année.

Source : Génération 2010 interrogée à 5 ans.

On observe un très fort effet du bac obtenu : les bacheliers professionnels ont quasiment 70 % de probabilités en moins (*odds-ratio* de 0,275) que les autres bacheliers de revenir aux études après leur première sortie. Cet *odds-ratio* très bas converge avec les résultats de Duru-Bellat & Kieffer (2008) montrant que le type de bac auquel un jeune accède joue désormais un rôle central dans le processus global de sélection sociale.

Ce modèle montre également que les jeunes ayant subi une orientation contrariée après le baccalauréat ont nettement moins de chances de revenir aux études ultérieurement quand, à l'inverse, les jeunes ayant bénéficié de cours particuliers pendant leur scolarité ont davantage tendance à reprendre le chemin des études. Ce résultat rejoint ceux de Brinbaum, Huguée & Poullaouec (2018), qui ont identifié les inégalités précoces d'apprentissage comme un élément capital de l'accès aux différentes filières de l'enseignement supérieur. Ils montrent ainsi que le parcours scolaire antérieur – y compris lointain avec les résultats à l'entrée en 6^e – a un effet propre dans la distribution des élèves dans l'espace hiérarchisé de l'enseignement supérieur, au point d'effacer les autres, et notamment celui de l'origine sociale.

La socialisation des parents à l'enseignement supérieur joue aussi son rôle, puisque les jeunes n'ayant aucun parent diplômé de l'enseignement supérieur ont moins de probabilités de retenter leur chance dans l'enseignement supérieur après le premier abandon.

En somme, la hiérarchie des bacs et des origines sociales se retrouve aisément dans la propension des non-diplômés du supérieur à réessayer d'y obtenir un diplôme. Le poids de la filière oubliée, le « petit supérieur », demeure néanmoins notable, y compris en contrôlant les autres déterminants de la demande d'éducation. On voit que malgré les aspirations scolaires que les STS ont pu susciter, nombre d'étudiants y abandonnent leurs études, souvent après deux années, et la plupart du temps pour ne jamais y revenir. Ce résultat questionne l'effectivité du rôle « social » des STS au sein de l'espace de l'enseignement supérieur, en tant que chemin de passage des classes populaires vers l'obtention d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

2.2. 1998-2010, une dégradation plus forte en sortie de STS

Après 1998 comme après 2010, les jeunes sortant de STS ont passé davantage de temps en emploi que les sortants de l'université (**Figure 4**). Leur nombre de mois de chômage est toutefois comparable, car ils ont été beaucoup moins fréquemment dans les situations de reprise d'études.

Pour tous les jeunes de la Génération 2010, l'accès à l'emploi a été plus difficile que pour ceux des générations précédentes (Barret & *al.*, *op. cit.*). Cette évolution s'observe logiquement chez les non-diplômés de l'enseignement supérieur, qui ont tous été moins longtemps en emploi, et plus longtemps au chômage, dans les années suivant 2010 que dans celles ayant suivi 1998.

Figure 4. Situations des non-diplômés de STS et de l'université (1998 et 2010) pendant leurs cinq premières années de vie active (en nombre de mois)

*dont service national pour la G1998.

Champ : sortants non diplômés de STS (Sections de technicien supérieur) et de l'université en 1998 (81 774 jeunes) et 2010 (70 355 jeunes).

Lecture : les jeunes sortis non diplômés de STS en 1998 ont passé, pendant les cinq années suivantes, en moyenne, 55 mois en emploi, deux mois en reprise d'études ou formation, six mois au chômage, et six mois en inactivité.

Sigle : Deug : diplôme d'études universitaires générales.

Source : enquêtes Génération 1998 et 2010, bases comparables à 5 ans.

Les jeunes les plus touchés par cette dégradation sont ceux sortis sans diplôme de STS. Ils ont passé, en moyenne, deux fois plus de temps au chômage après 2010 qu'après 1998. Cette évolution est significative et plus forte que pour les jeunes sortis sans diplôme de deug ou licence, qui ont vu leur nombre de mois passés au chômage augmenter de 25 %. En définitive, les sortants non diplômés de STS de la Génération 2010 sont restés plus longtemps au chômage que les non-diplômés de l'université.

Après avoir échoué en STS, les femmes connaissent davantage de mois de chômage que les hommes, quelle que soit la Génération. Cette différence liée au genre n'apparaît pas chez les jeunes ayant échoué à l'université. Il semble ainsi plus préjudiciable d'être une femme non diplômée issue de STS que de l'université.

Après 2010, la situation de recherche d'emploi est donc devenue beaucoup plus fréquente pour les jeunes sortis sans diplôme des sections de technicien supérieur, qu'elle ne l'était après 1998. Les sortants sans diplôme de l'université ont connu une dégradation de moindre ampleur. L'évolution du taux de chômage, mois par mois, des non-diplômés des deux filières par Génération, confirme que la situation relative des sortants sans diplôme de STS s'est dégradée en douze ans (**Figure 5**).

Figure 5. Évolution du taux de chômage des non-diplômés de STS et de l'université, par mois, pendant cinq ans de vie active (en abscisse, nombre de mois écoulés depuis la sortie du système éducatif)

Champ : sortants non-diplômés de STS (Sections de techniciens supérieur) et de l'université en 1998 (81 774 jeunes) et 2010 (70 355 jeunes).

Lecture : 60 mois, soit 5 ans, après avoir quitté le système éducatif, 15 % des jeunes actifs sortis sans diplôme de STS (Sections de technicien supérieur) en 2010 se déclarent au chômage, contre 13 % des actifs sortis la même année sans diplôme de l'université.

Source : enquêtes Génération 1998 et 2010, bases comparables à 5 ans.

De 2010 à 2015, les sortants non diplômés de STS ont connu un taux de chômage plus élevé que les non-diplômés de l'université, pendant la majeure partie de la période. De 1998 à 2003, au contraire, le taux de chômage des sortants non-diplômés de STS était resté inférieur à celui des non-diplômés de l'université, pendant les cinq années observées. Pourtant, la situation relative des sortants diplômés d'un BTS par rapport à celle des sortants diplômés d'un deug ou d'une licence, ne s'est pas détériorée de la sorte (**Figure 6**).

Figure 6. Évolution du taux de chômage des diplômés de BTS et de deug/licence, par mois pendant cinq ans de vie active (en abscisse, le nombre de mois écoulés depuis la sortie du système éducatif)

Champ : sortants diplômés de BTS et de deug/licence universitaire en 1998 (109 624 jeunes) et 2010 (83 330 jeunes).

Lecture : 60 mois, soit 5 ans après avoir quitté le système éducatif, 8 % des jeunes actifs sortis diplômés de BTS en 2010 se déclarent au chômage, contre 12 % des actifs sortis la même année diplômés de deug ou de licence universitaire.

Sigles : Deug : diplôme d'études universitaires générales ; BTS : brevet de technicien supérieur.

Source : enquêtes Génération 1998 et 2010, bases comparables à 5 ans.

Les diplômés de BTS de la Génération 2010 ont en effet connu un taux de chômage inférieur à celui des diplômés de deug/licence pendant la quasi-totalité de la période observée, comme c'était le cas pour la Génération 1998.

Ainsi, après 2010, les sortants sans diplôme de STS accèdent plus difficilement à l'emploi que les sortants non diplômés de l'université, alors même que douze ans plus tôt, l'avantage était de leur côté. Dans la mesure où cette inversion n'a pas touché les jeunes diplômés des mêmes filières, il apparaît que le coût de l'échec en STS a augmenté entre 1998 et 2010, par rapport à celui de l'échec en premier cycle universitaire. L'estimation de la probabilité de connaître le chômage confirme qu'à caractéristiques comparables, les non-diplômés de STS en 2010 ont eu plus de risque de faire l'expérience du chômage que les non-diplômés de l'université (**Tableau 5**). Ce résultat vient nuancer l'image d'une insertion sans embûche aucune pour les sortants de STS. Surtout, il confirme encore que si la sortie non diplômée de STS n'est pas encore devenue un problème public, elle constitue néanmoins un enjeu de politique publique au vu des conséquences de ces abandons sur les parcours.

**Tableau 5. Probabilité de faire l'expérience du chômage en cinq ans
(Génération 2010)**

Variable explicative	Modalité active	odd-ratio
Tranche d'aire urbaine du lieu de résidence en 6e	Province	ref.
	Paris	1,656
Tranche d'aire urbaine du lieu de résidence au bac	Plus de 20 000 habitants	ref.
	Moins de 20 000 habitants	1,51
Région de l'établissement de formation de sortie	Province	ref.
	Ile-de-France	0,51
Âge en 2010	Plus de 20 ans	ref.
	20 ans et moins	0,751
Genre & origine sociale (croisement)	Autre	ref.
	Femme ayant 1 parent ouvrier /employé	1,393
	Homme n'ayant aucun parent ouvrier /employé	0,6
Type de bac obtenu	Technologique ou professionnel	ref.
	Général	0,664
Nombre de parents diplômés de l'enseignement supérieur	1 ou 2	ref.
	Aucun	1,282
Secteur de la formation de sortie	Public	ref.
	Privé	0,629

Raison d'arrêt des études en 2010	<i>Autre raison</i>	<i>ref.</i>
	Lassitude	1,474
	Raison financière	n.s.
	A trouvé un emploi	0,634
	A atteint le niveau d'études souhaité	n.s.
	A été refusé dans une formation supérieure	1,733
Zone de résidence lors de l'enquête	<i>Urbaine</i>	<i>ref.</i>
	Rurale	n.s.
Mobilité géographique régionale entre le bac et l'interrogation	<i>Non</i>	<i>ref.</i>
	Oui	n.s.
Orientation contrainte après le baccalauréat	<i>Non</i>	<i>ref.</i>
	Oui	1,425
Filière de la sortie sans diplôme	<i>Université (hors IUT)</i>	<i>ref.</i>
	STS	1,416

Observations : 1 051.

Log Likelihood : - 681,79.

Akaike Inf. Crit. : 1 401,58.

Note : Résultats significatifs aux seuils de 5 %, ou 10 % indiqués en italique.

Lecture : Les jeunes sortis non diplômés de STS en 2010 ont eu 1,4 fois plus de chances de faire l'expérience du chômage plutôt que d'en rester protégés, par rapport aux jeunes sortis non diplômés de l'université la même année.

Source : Génération 2010 interrogée à 5 ans.

Le modèle suggère par ailleurs que le fait de sortir d'une STS privée plutôt que publique peut protéger du chômage. Il révèle aussi les stigmates que peuvent laisser les sanctions de l'institution qui sélectionne, puisque les jeunes ayant subi une orientation contrainte après le bac, tout comme ceux qui ont arrêté leurs études après avoir été refusés d'une formation supérieure, ont plus de risque de faire l'expérience du chômage ultérieurement, à individus comparables.

La même estimation a été réalisée sur la Génération 1998, avec toutefois un nombre réduit de variables explicatives (cf. **Annexe 5** en version électronique de l'article). L'effet de la filière STS sur le risque de chômage n'apparaît pas. Ceci confirme ce que l'étude descriptive suggérait, à savoir que la dégradation de la situation entre 1998 et 2010 a été plus forte pour les non-diplômés de STS que pour les non-diplômés de l'université.

Discussion

Ces résultats viennent préciser la connaissance des parcours d'insertion professionnelle des jeunes, qui considèrent généralement les STS comme partie d'un objet d'études agrégeant dans une même catégorie les IUT et les STS.

La spécificité de cette voie de formation difficile à classer – à la fois formation sélective et formation de masse – se retrouve dans les parcours d'insertion des non-diplômés de STS. À la fois plus souvent en emploi, et plus souvent en emploi à durée indéterminée, ils sont pourtant plus souvent au chômage. Cette apparente contradiction s'explique parce que les non-diplômés de STS connaissent rarement les situations de reprise d'études au cours des années qui suivent leur abandon de la formation.

Cette situation ambiguë confirme l'intérêt, déjà montré par les travaux de Sophie Orange, de diriger le projecteur sur les étudiants de STS. Si les conditions de leur orientation sont sous-représentées dans les travaux portant sur l'enseignement supérieur, c'est également le cas du haut niveau d'abandon dans cette filière.

Or, nous montrons que le fait d'abandonner une STS conduit désormais à connaître un risque de chômage plus élevé en début de carrière, par rapport au fait d'abandonner la licence universitaire. Ce résultat peut s'interpréter à la lumière des travaux de Bouchet-Valat, Peugny & Vallet (2016), qui ont étudié l'évolution des rendements de l'éducation et montré qu'à diplôme égal, un bachelier sortant non diplômé de l'enseignement supérieur connaîtra davantage d'opportunités professionnelles s'il est issu d'un milieu social favorisé que l'inverse.

Ainsi, les sortants non diplômés de l'université – qui affichent un profil socioculturel plus favorisé que les sortants non diplômés de STS – seraient partiellement protégés du chômage en raison de leur origine sociale, qui formerait sur le marché du travail un capital permettant de pallier leur défaut de capital scolaire. À l'inverse, les sortants non diplômés de STS se trouveraient pour leur part dépourvus non seulement du capital scolaire (ou capital culturel institutionnalisé de Bourdieu) que constitue la détention d'un diplôme de l'enseignement supérieur, mais également des capitaux social, économique et culturel incorporé liés à leur environnement familial. En étudiant l'évolution temporelle de l'effet direct de l'origine sociale sur la carrière, Bouchet-Valat & *al.* identifient par ailleurs une augmentation pour les cohortes les plus récentes, ce qui converge également avec nos résultats.

Par ailleurs, il faut noter que la composition sociale de chaque groupe a elle-même évolué dans le temps, et les non-diplômés de STS en 1998 ne sont pas ceux de 2010. Aussi, l'évolution observée pourrait s'expliquer, pour partie, par le changement de visage des sortants non diplômés de STS. Mentionnons notamment une évolution considérable en termes de répartition des bacheliers (**Figure 7**) : ainsi, parmi les non-diplômés de STS, la part de bacheliers professionnels a quasiment doublé sur la période, passant de 22 % en 1998 à 40 % en 2010.

Figure 7. Evolution du type de baccalauréat des sortants

Champ : sortants non diplômés de STS (Sections de technicien supérieur) et de l'université en 2010 (70 355 jeunes).

Lecture : en 2010, 20 % des sortants non diplômés de STS avaient un bac général, quand c'était le cas de 70 % des sortants sans diplôme de l'université.

Source : enquêtes Génération 2010 et Génération 1998 à 3 ans.

La composition sociale de ces groupes a également évolué (**Figure 8**) dans le sens que suggère l'évolution des types de bac : la part de non-diplômés de STS ayant au moins un parent ouvrier ou employé a légèrement baissé, quand celle des non-diplômés de l'université a augmenté.

Figure 8. Evolution du profil social des sortants

Champ : sortants non diplômés de STS (Sections de technicien supérieur) et de l'université en 2010 (70 355 jeunes).

Lecture : en 2010, 83 % des sortants non diplômés de STS avaient au moins un parent ouvrier ou employé, quand c'était le cas de 72 % des sortants sans diplôme de l'université.

Source : enquêtes Génération 2010 et Génération 1998 à 3 ans.

• La double pénalité des femmes en STS

Certains résultats présentés dans cet article suggèrent par ailleurs que les femmes sont davantage pénalisées en sortant (non diplômées) de STS que de l'université. Ainsi, après avoir échoué en licence, femmes et hommes sont aussi souvent au chômage, alors qu'après avoir échoué en STS, les femmes sont plus souvent au chômage que les hommes. Ou encore, les femmes sortant sans diplôme de STS ne bénéficient pas de l'« avantage » qu'ont globalement les femmes sur les hommes en termes de perspectives de reprise d'études. Les femmes sortant de STS pourraient ainsi subir une double pénalité : celle de sortir de STS plutôt que de l'université, et celle d'être une femme en STS plutôt qu'une femme en licence. Le fait que la pénalité liée au fait d'être une femme soit plus nette au sein du groupe le plus populaire, soutient l'intérêt d'une perspective intersectionnelle dans la recherche sur l'éducation et plus précisément sur la valorisation des parcours éducatifs sur le marché du travail.

• Les raisons de l'abandon encore à explorer

Cette étude invite à maintenir le regard sur cette population des non-diplômés de STS. D'abord, les raisons du fort taux de sortie sans diplôme en STS demeurent aujourd'hui en grande partie inconnues. Si cet échec est principalement le fait des bacheliers professionnels, on ne sait s'il constitue surtout le prolongement d'inégalités scolaires ou sociales antérieures, s'il s'explique par un défaut d'orientation, ou s'il peut encore s'expliquer par l'expérience étudiante elle-même.

Ce dernier point semble envisageable dans la mesure où les non-diplômés de STS ont majoritairement abandonné en dernière année de formation. Alors qu'ils ont encaissé le choc institutionnel et scolaire du passage au supérieur en achevant leur première année, voilà qu'ils quittent finalement l'enseignement supérieur sans aucun diplôme. Que font les STS à leurs étudiants ? Parmi les étudiants qui vont au bout de la formation, elles ne tempèrent pourtant pas les aspirations à la poursuite d'études (Orange, 2013). Mais qu'ont-elles fait à ceux qui arrêtent avant la fin, ou qui échouent à l'examen ?

Une autre explication réside en tout état de cause dans « l'écart de niveau entre ce qui est appris en bac pro et ce qui est attendu dans l'enseignement supérieur »¹³, y compris en STS : l'enquête de Troger, Bernard & Masy (2016) montre en effet que la faible réussite des bacheliers professionnels dans l'enseignement supérieur s'explique par leur distance aux enseignements généraux, ainsi que par leur impréparation aux méthodes de travail personnel mobilisées dans le supérieur. Ces deux difficultés se trouvent aiguës par le sentiment de solitude, de concurrence déloyale, voire de domination, perçu face aux autres bacheliers (Troger, Bernard & Masy, *op. cit.*). Cette explica-

13. Troger & al., 2016, p. 119.

tion soulève cependant une autre interrogation : comment expliquer une politique publique consistant à favoriser l'orientation des bacheliers professionnels en STS, si la formation secondaire de ces derniers ne leur permet pas d'y réussir ?

• Inclusion et diversion

Ensuite, nos résultats invitent à étudier les parcours d'insertion professionnelle de l'ensemble des sortants de STS et non pas des seuls non-diplômés. En séparant la catégorie usuelle BTS/DUT en deux groupes, l'insertion professionnelle des diplômés de BTS est-elle si favorable que cela ? Si les débuts de carrière des diplômés de BTS sont marqués par une évolution favorable en termes de salaire et de position professionnelle, alors le BTS apparaîtra comme favorisant doublement la mobilité sociale et, en ce sens, participant à la massification de l'enseignement supérieur français dans une perspective d'*inclusion* (Shavit & *al.*, 2007). À l'inverse, si les parcours des diplômés de BTS se révélaient marqués par une stagnation, voire une situation croissante de déclassement au fil des ans, alors il apparaîtrait que les parcours scolaires achevés par l'obtention d'un BTS s'inscrivent davantage dans une logique de *diversion*, selon laquelle la multiplication des diplômes de l'enseignement supérieur conduit à détourner les enfants des classes populaires des opportunités réservées aux élites.

La diversion fait écho à la notion de démocratisation ségrégative, identifiée par Merle (*op. cit.*) dans le contexte de l'enseignement secondaire et de l'élargissement de l'accès au baccalauréat, et qui s'observe également dans l'enseignement supérieur. Merle a décrit une massification stratifiée de l'enseignement secondaire avec, d'une part, des séries générales du bac qui ne se sont guère ouvertes entre 1985 et 1995, conservant le même recrutement social constitué d'élèves de milieu social aisé ; et d'autre part, des séries professionnelles qui ont quant à elles accueilli l'arrivée en masse de jeunes de milieu populaire, concentrant ainsi l'essentiel de l'ouverture sociale du baccalauréat.

Dans le cas de l'enseignement supérieur, ce mouvement s'observe également, mais de façon partielle et aux côtés d'autres formes de démocratisation (telles que la démocratisation uniforme ou égalisatrice). Duru-Bellat & Kieffer (2008) ont ainsi montré qu'entre le début des années quatre-vingt et le milieu des années quatre-vingt-dix, l'évolution du recrutement social de l'université a varié selon les spécialités de formation : certaines – comme les sciences – ont vu leur recrutement s'ouvrir aux classes populaires, quand d'autres – comme la médecine – se sont refermées sur leur public aisé.

Dans le cas du BTS et de son faux cousin, le DUT, il apparaît qu'entre 2006 et 2016, le profil social des diplômés de DUT s'est resserré sur le haut de l'échelle sociale, quand celui des diplômés de BTS s'est ouvert vers le bas (Sies-Dgesip, 2018). Que deviennent ces « *enfants de la démocratisation scolaire* » (Beaud, 2003) ? Leur carrière entamée rapidement se poursuit-elle par une évolution favorable ? L'acquisition d'un diplôme du

supérieur tient-elle ses promesses en termes de mobilité sociale ? Il apparaît judicieux d'étudier les débuts de carrière et plus généralement les conditions d'entrée dans l'âge adulte des jeunes issus des STS, qu'ils en soient diplômés ou non, comme un indice de l'effectivité d'une démocratisation de l'enseignement supérieur.

Conclusion

Deuxième voie d'inscription dans l'enseignement supérieur après l'université, les STS concernent un bachelier qui poursuit ses études sur quatre. Le risque de quitter l'enseignement supérieur sans diplôme est pour eux aussi élevé que pour les jeunes s'inscrivant à l'université. Si les non-diplômés de STS ont moins retenu l'attention jusqu'à présent, c'est probablement parce qu'ils bénéficiaient d'un meilleur accès à l'emploi. Cette jeunesse « *sans éclat et sans écart* » (Orange, 2013) ne constituait pas alors un problème social identifié.

Les non-diplômés de STS de la Génération 2010 pourtant, ont connu des parcours difficiles. Leur abandon des études supérieures demeure sérieusement moins réversible que celui des étudiants de l'université. Leur situation sur le marché du travail s'est plus fortement détériorée depuis l'enquête Génération 1998, au point que les sortants de STS de la Génération 2010 ont finalement passé plus de temps au chômage que ceux de l'université. Ils ont perdu leur avantage en termes de protection vis-à-vis du chômage. Enfin, les inégalités liées au genre apparaissent plus fortes chez les non-diplômés de STS. Le fort risque d'échec en STS constitue un sérieux manquement au rôle d'ouverture sociale de l'enseignement supérieur assigné à ces formations. Il ne peut plus, désormais, être occulté par la perspective d'un meilleur accès à l'emploi.

Derrière la question de l'échec en STS, se joue celle de la démocratisation du système d'enseignement. Avec la massification de l'accès à l'enseignement supérieur, l'hypothèse d'un changement de régime de sélection des élèves de milieu populaire a été émise. Selz & Vallet (2006) avaient montré que l'ouverture de l'enseignement supérieur, entre 1920 et 1970, s'était surtout faite *via* les enfants d'agriculteurs. Poullaouec (2010) a montré qu'au sein des classes populaires, les inégalités d'aspirations scolaires se sont réduites alors que les inégalités de résultats scolaires se sont creusées.

La seconde explosion scolaire, consécutive à l'objectif des 80 % et à la création du bac professionnel en 1985, a vu l'accès au baccalauréat se démocratiser – *via* les baccalauréats technologiques et professionnels – tandis que la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur est restée plus limitée. La diversification des baccalauréats a même été identifiée comme un moyen de détourner les élèves de milieu populaire du bac général (Duru-Bellat & Kieffer, 2008). Pour les enfants d'ouvriers, le fait d'être davantage relégué au bac technologique ou professionnel réduit leurs chances d'accéder à l'enseignement supérieur. Il est alors possible d'établir un parallèle avec les filières professionnelles de l'enseignement supérieur, qui viseraient à détourner

les classes populaires de l'université. Dans cette optique, l'accès des bacheliers technologiques et professionnels en STS, mais ensuite aussi leur réussite au sein de ces filières apparaissent comme des conditions indispensables à la tenue d'une promesse de démocratisation.

■ Bibliographie

- Barret C., Ryk F. et Volle N. (2014), « Enquête 2013 auprès de la Génération 2010. Face à la crise, le fossé se creuse entre niveaux de diplôme », *Céreq-Bref*, vol. 319, 8 p.
- Beaud S. (2003), *80 % au bac... et après ? : Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La Découverte, 342 p.
- Beaud S. (2008), « Enseignement supérieur : la « démocratisation scolaire » en panne », *Formation Emploi. Revue française de sciences sociales*, n° 101, pp. 149-165.
- Beaupère N. & Boudesseul G. (2009), « Quitter l'université sans diplôme. Quatre figures du décrochage étudiant », *Céreq-Bref*, p. 4.
- Bodin R. & Millet M. (2011), « L'université, un espace de régulation. L'abandon dans les 1ers cycles à l'aune de la socialisation universitaire », *Sociologie*, vol. 2, n° 3, pp. 225-242.
- Bouchet-Valat M., Peugny C. & Vallet L.-A. (2016), "Inequality of Educational Returns in France. Some Evidence of Change in the Relative Importance of the Effect of Education and Social Background on Occupational Careers", *Notes & documents de l'OSC*, n° 2016-05.
- Brinbaum Y., Huguée C. & Poullaouec T. (2018), « 50 % à la licence... mais comment ? Les jeunes de familles populaires à l'université en France », *Economie et Statistique*, n° 499, pp. 79-105.
- Calmand J., Ménard B. & Mora V. (2015), *Faire des études supérieures, et après ? : Enquête Génération 2010 - Interrogation 2013*, Marseille, Céreq NEF, 60 p.
- Chan Pang Fong É. & Ponceau J. (2017), « Après le bac ? Choix d'orientation et entrée dans l'enseignement supérieur des bacheliers 2014 », *Note d'information Enseignement supérieur & Recherche*, vol. 17.01, 7 p.
- Céreq (2017), « Quand l'école est finie. Premiers pas dans la vie active de la génération 2013. Résultats de l'enquête 2016 », *Céreq Enquêtes*, n° 1, 75 p.
- Charles N. (2015), *Enseignement supérieur et justice sociale : Sociologie des expériences étudiantes en Europe*, Paris, La Documentation française, 196 p.
- David S. et Melnik E. (2014), « Le décrochage à l'université, un processus d'ajustement progressif ? », *Formation Emploi*, n° 128, pp. 81-100.

-
- Depp (2018), *RERS - Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche*, Paris, ministère de l'Éducation nationale de l'Enseignement et de la Recherche, 396 p.
- Dupray A. & Vignale M. (2018), *Inégalités de réussite dans l'enseignement supérieur en fonction du département d'origine au Bac : Contribution au 55ème colloque de l'ASRDLF : « Les acteurs économiques et la régionalisation » Caen, 4-6 juillet 2018*, 23 p.
- Duru-Bellat M. & Kieffer A. (2000), « La démocratisation de l'enseignement en France : polémiques autour d'une question d'actualité », *Population*, vol. 55, n° 1, pp. 51-79.
- Duru-Bellat M. & Kieffer A. (2008), « Du baccalauréat à l'enseignement supérieur en France : déplacement et recomposition des inégalités », *Population*, vol. 63, n° 1, pp. 123-157.
- Grelet Y., Romani C. & Timoteo J. (2010), « Entrer en STS ou IUT, et après ? », *Céreq-Bref*, n° 275, 4 p.
- Gury N. & Mouillet S. (2007), « L'insertion des non-diplômés de l'enseignement supérieur : réversibilités d'un échec et imbrication entre trajectoires scolaire et professionnelle », in *Ruptures et irréversibilités dans les trajectoires / JDL n° XIV*, Marseille, Céreq, pp. 191-210.
- Lemêtre C., Mengneau J. & Orange S. (2016), « “La fac, on me dit que c'est possible, mais que c'est pas faisable”. Les portes entrouvertes de l'enseignement supérieur », in *Actes du colloque organisé pour les 30 ans du baccalauréat professionnel*, Paris (CPC études), pp. 389-400.
- Ménard B. (2018a), « Le décrochage dans l'enseignement supérieur à l'aune de l'approche par les capacités », *Formation emploi. Revue française de sciences sociales*, n° 142, pp. 119-141.
- Ménard B. (2018b), « Nette amélioration du taux d'insertion professionnelle des diplômés de DUT à 18 mois », *Note Flash Enseignement supérieur & Recherche*, n° 23, 2 p.
- Merle P. (2000), « Le concept de démocratisation de l'institution scolaire : une typologie et sa mise à l'épreuve », *Population*, vol. 55, n° 1, pp. 15-50.
- Mora V. (2014), « Quand les bacheliers reprennent le chemin des diplômes », *Céreq-Bref*, n°325, 4 p.
- Œuvrard F. (1979), « Démocratisation ou élimination différée ? », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 30, n°1, pp. 87-97.
- Orange S. (2010), « Le choix du BTS. Entre construction et encadrement des aspirations des bacheliers d'origine populaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 183, pp. 32-47.

- Orange S. (2013), *L'autre enseignement supérieur : les BTS et la gestion des aspirations scolaires*, Paris, Presses universitaires de France, 211 p.
- Orange S. (2018), « Des ambitions raisonnables et raisonnées. Accéder à l'enseignement supérieur par les IUT et les STS », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n° Hors-série n° 6, pp. 113-132.
- Sarfati F. (2013), « Peut-on décrocher de l'université ? », *Agora débats/jeunesses*, n° 63, pp. 7-21.
- Shavit Y., Arum R. et Gamoran A. (2007), *Stratification in higher education: A Comparative Study*, Redwood City, Stanford university press (Studies in Social Inequality), 482 p.
- Sies-Dgesip (2018), *L'état de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en France*, Paris, ministère de l'Enseignement, de la Recherche et de l'Innovation.
- Troger V., Bernard P.-Y. & Masy J. (2016), *Le baccalauréat professionnel : impasse ou nouvelle chance ? Les lycées professionnels à l'épreuve des politiques éducatives*, Paris, Presses universitaires de France, « Education et société », 175 p.